

VILLE DE TRÉLISSAC

MAIRIE - B.P. 8  
24751 TRÉLISSAC CEDEX

☎ 05.53.02.76.76.

•  
Télécopie 05.53.02.76.70.  
www.ville-trelissac.fr

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE CONSEIL MUNICIPAL

Le vingt décembre deux mille dix, à dix-huit heures,

Le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Francis COLBAC, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 29

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 décembre 2010

**PRÉSENTS** : MM. Francis COLBAC, André FOURNIER, Irène VOIRY, Bernard CONSTANT, Nadine BUFFIÈRE, Francis CHRISTMANN, Anne-Marie DORDOGNIN, Jean-Marie EYRAUD, Véronique BOUNET, Jean-Louis THOMAS, Marie-Françoise VALETTE, Lucien CHATAIGNIER, Daniel SAINT-ANDRÉ, Catherine CARRÉ, Christine CONORD, Monique PLAN, Nathalie SALOMON, Olivier GEORGIADIS, Pascal CAYRASSO, Ludivine DECABRAS, Mathieu NABOULET, Martine SIBERT-GUILLON, Christophe SOPPELSA, Benoist GUILLET, Nicole DESLONDES, Jean-Jacques TRAPY.

**EXCUSÉS** : MM. Marie-Agnès COUSTILLAS (mandataire Francis COLBAC), Philippe JOLIVET (mandataire Jean-Marie EYRAUD), Anne VACHER (mandataire Christophe SOPPELSA).

Madame Catherine CARRÉ a été élue Secrétaire de séance.

**Objet : APPROBATION DE LA RÉVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS AVEC TRANSFORMATION EN PLAN LOCAL D'URBANISME**

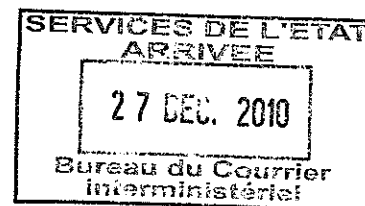
Monsieur Bernard CONSTANT, Adjoint à l'urbanisme, expose au Conseil municipal les conditions dans lesquelles s'est déroulée l'enquête publique sur le projet de révision du Plan d'Occupation des Sols (POS), avec transformation en Plan Local d'Urbanisme (PLU), destiné à remplacer le POS actuellement applicable, ainsi que les observations du préfet sur le projet arrêté et les conclusions du commissaire-enquêteur.

En séance, il propose d'approuver la correction de deux secteurs à savoir un recalage de zones dans les secteurs des Mounards et de Puyconteau. Le plan de zonage ainsi modifié est présenté au Conseil municipal.

Le Conseil municipal,

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.123-10, L.123-12, L.123-13, L.123-19, R.123-24 et R.123-5 ;

Vu la délibération en date du 24/06/2009 mettant en révision le POS approuvé le 01 décembre 2000, prescrivant sa transformation en PLU, et fixant les modalités de la concertation avec la population comme prévu par l'article L.300-2 du code de l'urbanisme ;



Vu la délibération en date du 03/06/2010 arrêtant le projet de révision du POS, et approuvant le bilan de la concertation précitée,

Vu les avis des personnes publiques associées jointes au dossier de l'enquête publique, notamment les observations de Monsieur le Préfet en date du 11/10/2010, complétées des dispositions nécessaires à leur prise en compte ;

Vu l'arrêté municipal en date du 31/08/2010 prescrivant l'enquête publique sur le projet de révision du POS ;

Vu l'arrêté municipal en date du 01/10/2010 prolongeant l'enquête publique sur le projet de révision du POS ;

Considérant que les résultats de ladite enquête publique n'ont justifié que quelques modifications mineures du projet de révision du POS ;

Considérant que le projet de révision du POS, avec transformation en PLU, tel qu'il est présenté au Conseil municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L.123-10 du code de l'urbanisme ;

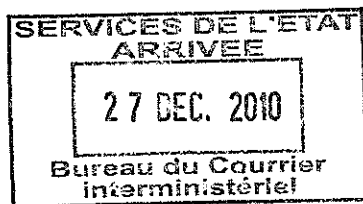
Après en avoir délibéré, décide par 25 voix POUR et 4 abstentions (MM. SIBERT-GUILLON, SOPPELSA, VACHER, GUILLET) d'approuver le dossier de révision du POS, avec transformation en PLU, tel qu'il est annexé à la présente.

Par conséquent :

La présente délibération accompagnée du dossier approuvé qui lui est annexé sera transmise au Préfet de la Dordogne.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans les journaux Sud-Ouest, La Dordogne Libre et l'Echo.

Le dossier approuvé sera tenu à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie et de la Préfecture de la Dordogne.



Pour extrait conforme,  
Fait à TRÉLISSAC, le 23 décembre 2010

Pour le Maire,  
L'Adjoint à l'urbanisme



**Bernard CONSTANT**

---

L'autorité territoriale certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de plein droit de cet acte à compter :

- ☞ de son dépôt en Préfecture
- et
- ☞ de sa publication le 22 décembre 2010



VILLE DE TRÉLISSAC

MAIRIE - B.P. 8  
24751 TRÉLISSAC CÉDEX

Tél. 05.53.02.76.76.

Télécopie 05.53.02.74.74  
www.ville-trelissac.fr

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE CONSEIL MUNICIPAL

Le treize mars deux mille douze, à dix-huit heures,

Le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Francis COLBAC, Maire.

**Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 29**

**Date de convocation du Conseil Municipal : 6 mars 2012**



**PRÉSENTS :** MM. Francis COLBAC, André FOURNIER, Bernard CONSTANT, Nadine BUFFIÈRE, Francis CHRISTMANN, Anne-Marie DORDOGNIN, Jean-Marie EYRAUD, Véronique BOUNET, Olivier GEORGIADIS, Jean-Louis THOMAS, Lucien CHATAIGNIER, Irène VOIRY, Daniel SAINT-ANDRÉ, Marie-Agnès COUSTILLAS, Catherine CARRÉ, Christine CONORD, Monique PLAN, Mathieu NABOULET, Martine SIBERT-GUILLON, Christophe SOPPELSA, Benoist GUILLET, Nicole DESLONDES.

**EXCUSÉS :** MM. Marie-Françoise VALETTE, (mandataire Olivier GEORGIADIS), Nathalie SALOMON (mandataire Jean-Marie EYRAUD), Pascal CAYRASSO (mandataire Daniel SAINT-ANDRÉ), Philippe JOLIVET (mandataire Francis COLBAC), Ludivine DECABRAS (mandataire Francis CHRISTMANN), Anne VACHER (mandataire Christophe SOPPELSA), Jean-Jacques TRAPY (mandataire Nicole DESLONDES).

Monsieur Daniel SAINT-ANDRÉ a été élu Secrétaire de séance.

### Objet : MODIFICATION DU PLU

Monsieur Bernard CONSTANT, Adjoint à l'urbanisme, expose au Conseil municipal que la modification du PLU décidée par une délibération du 2 novembre 2011 a été soumise à enquête publique du lundi 30 janvier 2012 au vendredi 2 mars 2012 inclus. Il explique que cette modification du PLU a été engagée car des études d'assainissement collectif ont été menées ; des parcelles changent de classement de zone et des erreurs matérielles existantes doivent être corrigées. Il fait part des résultats de l'enquête et des conclusions du commissaire enquêteur. Il présente les changements au dossier du PLU proposés à l'assemblée à l'issue de cette procédure et dont les principales conclusions sont reprises dans la note de synthèse ci-dessous :

Trois motifs de changement sont apportés :

- Après des études menées avec le service d'assainissement de la Communauté d'Agglomération Périgourdine, 2 zones 1AUB situées au « Pouyault Bas » partie sud et à « la Rudeille » sont reclassées en zone 1AUa, en zone d'assainissement collectif.  
Les parcelles cadastrées AP n° 28, 29 et 4 situées à Borie Porte en zone UYa-ar sont reclassées pour partie en zone UB ; la volonté est de limiter l'étalement de la zone UY vers les zones UB et AUa.
- Des erreurs matérielles ont été remarquées et il est bon de les rectifier : ainsi la parcelle cadastrée AP 27 est classée pour 2/3 en zone UYa,ar (zone d'activités) et 1/3 en zone UV,ar zone équipée destinée à l'aire d'accueil des gens du voyage. Il apparaît que le 1/3 de la parcelle situé en UV-ar a été exclu par erreur de la zone UYa-ar. La limite de zonage est rectifiée pour que cette parcelle se situe dans sa totalité en zone UYa-ar ; en effet l'aire d'accueil des gens du voyage a été réalisée et correspond aux parcelles cadastrées AP 26 et 23.

L'emplacement réservé n° 1a d'une superficie de 2030 m<sup>2</sup> situé à « Charriéras » avait été inscrit dans le document d'urbanisme pour le rétablissement du pont de Charriéras ; il s'avère que cet emplacement réservé n'a aucune utilité car si le projet de rétablissement du pont de Charriéras devait se réaliser, l'élargissement se ferait par la parcelle cadastrée AO 7 appartenant à la Commune ; il est donc proposé de supprimer l'emplacement réservé 1a.

- Le règlement de la zone US est ajusté ; en effet, un ajustement est effectué sur l'article du règlement de la zone UB afin de pouvoir faire évoluer les constructions déjà existantes dans cette zone.  
La modification porte sur l'article 2 de la zone US : occupation et utilisation du sol soumises à des conditions particulières ; un alinéa est ajouté dans l'article 2 pour permettre la gestion des constructions déjà existantes dans la zone US.

Il est proposé de préciser : « En outre, l'aménagement, la restauration et l'extension des constructions existantes sont admis ».

**ARRIVÉ le**

**17 AVR. 2012**

**Service Territorial Vallée de l'Isle**

**Le Conseil municipal,**

**Vu** le code de l'urbanisme, notamment les articles L.123-12, L.123-13, L.123-19, R.123-24 et R.123-25 ;

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 20 décembre 2010 approuvant le plan local d'urbanisme,

**Vu** la délibération du conseil municipal en date du 27 octobre 2011,

**Vu** l'arrêté municipal en date du 2 janvier 2012 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification du PLU,

**Vu** le dossier soumis à l'enquête publique, notifié en date du 23/12/2011 aux personnes publiques désignées par l'article L.123-13 du code de l'urbanisme,

**Vu** les avis desdites personnes,

**Vu** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 5 mars 2012,

**ENTENDU l'exposé de M. CONSTANT,**

**Considérant** que les résultats de ladite enquête publique et des avis recueillis n'ont justifié aucun ajustement au dossier du projet de modification du PLU,

**Considérant** par conséquent que ledit projet, tel qu'il est présenté au conseil municipal, est prêt à être approuvé conformément à l'article L123-10 du code de l'urbanisme,

**Après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'approuver le dossier de modification du PLU, tel qu'il est annexé à la présente délibération.**

**Par conséquent :**

- **La présente délibération accompagnée du dossier approuvé qui lui est annexé sera transmise au préfet de la Dordogne.**
- **La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, d'une publication au recueil des actes administratifs de la collectivité, conformément à l'article R2121-10 du code général des collectivités territoriales et d'une mention dans le journal Sud-Ouest, La Dordogne Libre et l'Echo.**
- **Conformément au code de l'urbanisme, le dossier de modification du P.L.U ci-annexé est tenu à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux de la mairie et de la préfecture de la Dordogne.**
- **La présente délibération deviendra exécutoire :**
  - **Dans un délai de un mois suivant sa réception par le préfet de la Dordogne, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier approuvé, ou dans le cas contraire à date de la prise en compte de ces modifications.**
  - **Après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité.**

L'autorité territoriale certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de plein droit de cet acte à compter :

- ☞ de sa publication le 14/03/2012
- et
- ☞ de son dépôt en Préfecture.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en Préfecture.

**Pour extrait conforme,  
Fait à TRÉLISSAC, le 15 mars 2012**

**Pour le Maire,  
L'Adjoint à l'urbanisme**

**Bernard CONSTANT**

**ARRIVÉ 10  
17 AVR. 2012  
Service Territorial Vallée de l'Isle**





VILLE DE TRÉLASSAC

MAIRIE - S.P.A.  
24751 TRÉLASSAC CÉDEX  
☎ 05.53.02.76.76.

Télécopie 05.53.02.76.77.  
www.ville-trellassac.fr

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le vingt novembre deux mille treize, à dix-huit heures,

Le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Francis COLBAC, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 29

Date de convocation du Conseil Municipal : 13/11/2013

**PRÉSENTS** : MM. Francis COLBAC, André FOURNIER, Bernard CONSTANT, Nadine BUFFIÈRE, Francis CHRISTMANN, Anne-Marie DORDOGNIN, Jean-Marie EYRAUD, Véronique BOUNET, Olivier GEORGIADIS, Jean-Louis THOMAS, Marie-Françoise VALETTE, Lucien CHATAIGNIER, Irène VOIRY, Daniel SAINT-ANDRÉ, Marie-Agnès COUSTILLAS, Catherine CARRÉ, Christine CONORD, Nathalie SALOMON, Philippe JOLIVET, Mathieu NABOULET, Martine SIBERT-GUILLON, Benoist GUILLET, Nicole DESLONDES, Jean-Jacques TRAPY.

**EXCUSÉS** : MM. Monique PLAN (mandataire Marie-Agnès COUSTILLAS), Pascal CAYRASSO (mandataire Daniel SAINT-ANDRÉ), Christophe SOPPELSA (mandataire Martine SIBERT-GUILLON).

Monsieur Philippe JOLIVET a été élu Secrétaire de séance.

### **Objet : MODIFICATION DU PLU – CHANGEMENT DE ZONAGE « LE POUYAULT-BAS »**

Monsieur Bernard CONSTANT, Adjoint à l'urbanisme, expose au Conseil municipal que la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) a été engagée afin de permettre son évolution. Ainsi, la zone 1AUb située au « Pouyault bas » a fait l'objet d'un changement de zonage. En effet, la présence du réseau d'assainissement collectif et le schéma de voirie reliant la zone UD voisine desservant l'aménagement du secteur permet désormais l'intégration de ce secteur en zone 1AUa.

Cette modification du PLU définie par une délibération du 21 mars 2013 a été soumise à enquête publique du lundi 12 août 2013 au jeudi 12 septembre 2013 inclus.

Il fait part des résultats de l'enquête et des conclusions du commissaire enquêteur.

Il présente les changements au dossier du PLU proposés à l'assemblée à l'issue de cette procédure.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**Vu** le code de l'urbanisme, notamment les articles L.123-12, L.123-13, L.123-19, R.123-24 et R.123-25 ;

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 20 décembre 2010 approuvant le plan local d'urbanisme ;

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 21 mars 2013 engageant une modification du PLU ;

**Vu** l'arrêté municipal en date du 15 juillet 2013 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification du PLU ;



**Vu** le dossier soumis à l'enquête publique, notifié en date du 15 juillet 2013 aux personnes publiques désignées par l'article L.123-13 du code de l'urbanisme ;

**Vu** les avis desdites personnes ;

**Vu** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ;

**Vu** l'avis favorable du commissaire enquêteur sous réserve de ne pas autoriser de constructions à l'Est d'une ligne parallèle à la RD8, partant de la limite Est du lotissement en construction ;

**ENTENDU** l'exposé de M. le Maire-Adjoint ;

**CONSIDERANT** que les résultats de ladite enquête publique et des avis recueillis n'ont justifié aucun ajustement au dossier du projet de modification du PLU ;

**CONSIDERANT** par conséquent que ledit projet, tel qu'il est présenté au Conseil municipal, est prêt à être approuvé conformément à l'article L.123-10 du code de l'urbanisme ;

**Après en avoir délibéré, DÉCIDE A L'UNANIMITÉ d'approuver le dossier de modification du PLU, tel qu'il est annexé à la présente délibération ;**

**Par conséquent :**

- **La présente délibération accompagnée du dossier approuvé qui lui est annexé sera transmise au Préfet de la Dordogne ;**
- **La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, d'une publication au recueil des actes administratifs de la collectivité, conformément à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales et d'une mention dans le journal Sud-Ouest et l'Echo ;**
- **Conformément au code de l'urbanisme, le dossier de modification du PLU ci-annexé est tenu à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux de la mairie et de la préfecture de la Dordogne ;**
- **La présente délibération deviendra exécutoire :**
  - **Dans un délai de un mois suivant sa réception par le préfet de la Dordogne, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier approuvé, ou dans le cas contraire à date de la prise en compte de ces modifications ;**
  - **Après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité.**

L'autorité territoriale certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de plein droit de cet acte à compter :

- ☞ de sa publication le 21/11/2013
- et
- ☞ de son dépôt en Préfecture.

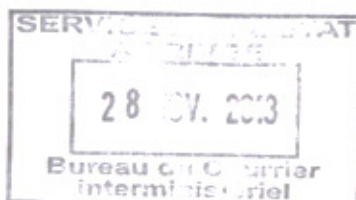
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en Préfecture.

**Pour extrait conforme,  
Fait à TRÉLISSAC, le 21 novembre 2013**

**Pour le Maire,  
L'Adjoint à l'urbanisme**



**Bernard CONSTANT**







VILLE DE TRÉLISSAC

MAIRIE - B.P. 8  
24751 TRÉLISSAC CEDEX  
☎ 05.53.02.76.76.

télécopie 05.53.02.76.70.  
www.ville-trelissac.fr

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le vingt-quatre avril deux mille quatorze, à dix-huit heures,

Le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Francis COLBAC, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 29

Date de convocation du Conseil Municipal : 17/04/2014

**PRÉSENTS** : MM. Francis COLBAC, André FOURNIER, Nadine BUFFIÈRE, Bernard CONSTANT, Véronique BOUNET, Francis CHRISTMANN, Méloë COLBAC-BEAUVIEUX, Agnès COUSTILLAS, Jean-Marie EYRAUD, Monique RAT, Jeanine DELPIT, Anne-Marie DORDOGNIN, Daniel SAINT-ANDRÉ, Fabrice FAUVET, Christine CONORD, Nathalie SALOMON, Éric FALLOUS, Sandrine HARTMANN, Philippe JOLIVET, Mathieu NABOULET, Ludvine DECABRAS, Nicole DESLONDES, Alain DELAMOTTE, Jean-Jacques TRAPY, Jacques GENDRE, Amélie LÉGER.

**EXCUSÉS** : MM. Olivier GEORGIADES (mandataire Francis CHRISTMANN), Lucien CHATAIGNIER (mandataire Méloë COLBAC-BEAUVIEUX), Laurence MEYNARD-DELAGE (mandataire André FOURNIER).

Madame Amélie LÉGER a été élue Secrétaire de séance.

### Objet : APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLU

Monsieur le Maire rappelle les raisons de la modification prescrite par la délibération en date du 20 novembre 2013 qui ont pour objet de permettre la réalisation d'une opération de construction de logements sociaux au lieu-dit « Les Pinots ». La présente modification porte sur l'article 10 du règlement de la zone 1AUa. A cet effet la hauteur maximale des constructions est augmentée à R+2.

Le projet de modification, l'exposé de ses modifications et les avis des personnes publiques associées ont été mis à disposition du public pendant un mois du jeudi 13 février 2014 au vendredi 14 mars 2014 inclus dans des conditions lui permettant de formuler ses observations, conformément à la procédure de modification simplifiée prévu à l'article L.123-13-3 du code de l'urbanisme.

Monsieur le Maire indique que le public a été informé de la mise à disposition du projet :

- par affichage pendant un mois de la délibération prescrivant la modification simplifiée et de l'arrêté du Maire stipulant la mise à disposition du dossier,
- par l'insertion dans la presse pour annoncer la mise à disposition du projet,
- par affichage sur le panneau lumineux de la commune.

Il précise que le porter à connaissance du public relatif à la modification simplifiée est achevé. Si 4 visites ont eu lieu au service urbanisme pour se renseigner sur le projet, aucune observation n'a été apportée par le public sur le registre mis à sa disposition. De même, les personnes publiques associées n'ont fait aucune remarque et ont émis un avis favorable quant à la modification simplifiée.

Ainsi, il est proposé au conseil municipal d'approuver la modification simplifiée du PLU



**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**Vu** le code de l'urbanisme, notamment les articles L.123-13-3, R.123-24 et R.123-25,

**Vu** la délibération du conseil municipal en date du 25 novembre 2013 engageant une modification simplifiée du PLU,

**Vu** l'arrêté municipal en date du 28 janvier 2014 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification simplifiée du PLU,

**Vu** le dossier soumis au porter à connaissance, notifié en date du 28 janvier 2014 aux personnes publiques désignées par l'article L.123-13 du code de l'urbanisme,

**Vu** les avis desdites personnes,

**CONSIDERANT** que le porter à connaissance du public qui s'est déroulé du jeudi 13 février 2014 au vendredi 14 mars 2014 inclus n'a fait l'objet d'aucune observation,

**CONSIDERANT** que la modification simplifiée du PLU est prête à être approuvée, conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme,

**ENTENDU** l'exposé de Monsieur le Maire,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, DÉCIDE A L'UNANIMITÉ D'APPROUVER** le dossier de modification simplifiée du PLU, tel qu'il est annexé à la présente délibération.

**Par conséquent :**

- La présente délibération accompagnée du dossier approuvé qui lui est annexé sera transmise au préfet de la Dordogne,
- La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, d'une publication au recueil des actes administratifs de la collectivité, conformément à l'article R. 2121-10 du code général des collectivités territoriales et d'une mention dans le journal Sud-Ouest,
- Conformément au code de l'urbanisme, le dossier de modification du P.L.U ci-annexé est tenu à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux de la mairie et de la préfecture de la Dordogne,
- La présente délibération deviendra exécutoire :
  - Dans un délai de un mois suivant sa réception par le préfet de la Dordogne, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier approuvé, ou dans le cas contraire à date de la prise en compte de ces modifications.
  - Après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité.

L'autorité territoriale certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de plein droit de cet acte à compter :

- ☞ de sa publication le 25/04/2014
- et
- ☞ de son dépôt en Préfecture.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en Préfecture.

Pour extrait conforme,  
Fait à TRÉLISSAC, le 30 avril 2014

Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué à l'urbanisme



**Bernard CONSTANT**





VILLE DE TRELISSAC

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le vingt-neuf septembre deux mille quinze, à dix-huit heures,

Le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Francis COLBAC, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 29

Date de convocation du Conseil Municipal : 23 septembre 2015

**PRÉSENTS** : MM. Francis COLBAC, André FOURNIER, Nadine BUFFIÈRE, Bernard CONSTANT, Francis CHRISTMANN, Météo COLBAC-BEAUVIEUX, Lucien CHATAIGNIER, Jean-Marie EYRAUD, Jeanine DELPIT, Anne-Marie DORDOGNIN, Daniel SAINT-ANDRÉ, Fabrice FAUVET, Christine CONORD, Nathalie SALOMON, Laurence MEYNARD-DELAGE, Éric FALLOUS, Sandrine HARTMANN, Philippe JOLIVET, Mathieu NABOULET, Ludivine DECABRAS, Nicole DESLONDES, Jean-Jacques TRAPY, Amélie LÉGER.

**EXCUSÉS** : MM. Olivier GEORGIADES (mandataire Francis CHRISTMANN), Agnès COUSTILLAS (mandataire Christine CONORD), Monique RAT (mandataire Bernard CONSTANT), Jacques GENDRE.

Mme Nadine BUFFIÈRE a été nommée Secrétaire de séance.

### **Objet : APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°2 DU PLU**

Monsieur le Maire rappelle la raison de la modification simplifiée du PLU prescrite par la délibération en date du 11 décembre 2014 qui a pour objet le changement de zonage UYb de la parcelle AO 56 à Charrières en zone UB afin de tenir compte de l'évolution de certains projets (réalisation de logements sociaux et commerces) et de la présence de l'assainissement collectif.

Le projet de modification, l'exposé de ses modifications et les avis des personnes publiques associées ont été mis à disposition du public pendant un mois du lundi 24 août au mercredi 23 septembre 2015 inclus dans des conditions lui permettant de formuler ses observations, conformément à la procédure de modification simplifiée prévu à l'article L.123-13-3 du code de l'urbanisme.

Monsieur le Maire indique que le public a été informé de la mise à disposition du projet :

- par affichage pendant un mois de la délibération prescrivant la modification simplifiée n°2 du PLU et de l'arrêté du Maire stipulant la mise à disposition du dossier,
- par l'insertion dans la presse pour annoncer la mise à disposition du projet,
- par inscription sur le site de la commune.

Il précise que le porter à connaissance du public relatif à la modification simplifiée est achevé. Aucune visite n'a eu lieu au service urbanisme pour se renseigner sur le projet, aucune observation n'a été apportée par le public sur le registre mis à disposition. De même, les personnes publiques associées ont émis un avis favorable quant à la modification simplifiée, seul le SDE 24 complète son avis favorable avec des prescriptions techniques pour le branchement.

Ainsi il est proposé au Conseil municipal d'approuver les modifications simplifiées du PLU.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.123-13-3, R.123-24 et R.123-25,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 11 décembre 2014 engageant une modification simplifiée du PLU,

Vu l'arrêté municipal en date du 7 août 2015 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification simplifiée n°2 du PLU,

Vu le dossier soumis au porter à connaissance, notifié en date du 4 août 2015 aux personnes publiques désignées par l'article L.123-13 du code de l'urbanisme,

Vu les avis desdites personnes,

CONSIDERANT que le porter à connaissance du public s'est déroulé du lundi 24 août au mercredi 23 septembre 2015 inclus n'a fait l'objet d'aucune observation,

CONSIDERANT que la modification simplifiée du PLU est prête à être approuvée, conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme,

ENTENDU l'exposé de Monsieur le Maire,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, APPROUVE A L'UNANIMITÉ le dossier de modification simplifiée du PLU, tel qu'il est annexé à la présente délibération.**

**Par conséquent :**

**La présente délibération accompagnée du dossier approuvé qui lui est annexé sera transmise au Préfet de la Dordogne.**

**La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, d'une publication au recueil des actes administratifs de la collectivité, conformément à l'article R. 212-10 du code général des collectivités territoriales et d'une mention dans le journal Sud-Ouest.**

**Conformément au code de l'urbanisme, le dossier de modification du PLU ci-annexé est tenu à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux de la mairie et de la préfecture de la Dordogne.**

**La présente délibération deviendra exécutoire :**

- dans un délai de un mois suivant sa réception par le Préfet de la Dordogne, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier approuvé, ou dans le cas contraire à date de la prise en compte de ces modifications,
- après l'accomplissement de la dernière mesure de publicité.

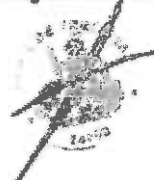
L'autorité territoriale certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de plein droit de cet acte à compter :

- ↳ de sa publication le 30/09/2015
- et
- ↳ de son dépôt en Préfecture.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Pour extrait conforme,  
Fait à TRÉLISSAC, le 30 septembre 2015

Par délégation du Maire,  
L'Adjoint à l'urbanisme



**Bernard CONSTANT**

Accusé de réception en préfecture  
024-212405575-20150929-D2015-59-DE  
Date de télétransmission : 30/09/2015  
Date de réception préfecture : 30/09/2015